



CHAPITRE 61

Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de ses contribuables et nécessaire pour sa bonne administration que sa charte contenue dans les lois 8 Edouard VII, chapitre 95; 4 George V, chapitre 85; 8 George V, chapitre 93; 11 George V, chapitre 120; 23 George V, chapitre 128; 4 George VI, chapitre 86; 8 George VI, chapitre 56; 14 George VI, chapitre 91; 14-15 George VI, chapitre 77; 1-2 Elizabeth II, chapitre 69; 3-4 Elizabeth II, chapitre 57, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 75, soit modifiée afin de pourvoir à la construction, l'entretien et la location de bâtisses par la cité pour des fins industrielles ou municipales; à l'abrogation de l'article 1 de la loi 8 George V, chapitre 93; à l'exemption pour la cité des dispositions de l'article 13 de la loi 13 George VI, chapitre 26, quant à la durée des conventions collectives à être conclues avec ses employés manuels et le syndicat professionnel des policiers et pompiers de Shawinigan Falls, pour la période du premier août 1957 au premier janvier 1960; ratification, confirmation et validité à toutes fins que de droit du règlement numéro 727 de la cité et pour d'autres fins;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

CHAPTER 61

An Act to amend the charter of the city of Shawinigan Falls

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, has, by its petition, represented that it is in the interest of its ratepayers and necessary for its good administration that its charter, contained in the acts 8 Edward VII, chapter 95; 4 George V, chapter 85; 8 George V, chapter 93; 11 George V, chapter 120; 23 George V, chapter 128; 4 George VI, chapter 86; 8 George VI, chapter 56; 14 George VI, chapter 91; 14-15 George VI, chapter 77; 1-2 Elizabeth II, chapter 69; 3-4 Elizabeth II, chapter 57, and 4-5 Elizabeth II, chapter 75, be amended in order to provide for the construction, maintenance and renting of buildings by the city for industrial or municipal purposes; for the repealing of section 1 of the act 8 George V, chapter 93; for the exemption of the city from the provisions of section 13 of the act 13 George VI, chapter 26, as regards the duration of the collective agreements to be made with its manual employees and the professional syndicate of policemen and firemen of Shawinigan Falls, for the period from the first of August, 1957 to the first of January, 1960; for the ratification, confirmation and validity for all legal purposes of by-law number 727 of the city, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Emprunt
autorisé.

1. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Shawinigan Falls est autorisée, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par le conseil municipal, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, à contracter un emprunt par émission d'obligations ou autrement au montant de deux cent mille dollars pour acquitter des dépenses encourues et faites en excédant du montant de trois cent mille dollars prévu au règlement numéro 762, adopté sous l'autorité de l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 75.

1. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Shawinigan Falls is authorized, without any other formality than the adoption of a by-law by the municipal council, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, to borrow by bond issue or otherwise to the amount of two hundred thousand dollars for the payment of expenses incurred and made in excess of the amount of three hundred thousand dollars provided for in by-law number 762, adopted under section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 75.

1917-18,
c. 93, a. 1,
ab.

2. L'article 1 de la loi 8 George V, chapitre 93, est abrogé.

2. Section 1 of the act 8 George V, chapter 93, is repealed.

Durée de
sentence
arbitrale
et de con-
vention.

3. Nonobstant les dispositions de l'article 13 de la loi 13 George VI, chapitre 26, concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés, la sentence arbitrale imposée à la cité et la convention collective conclue par la cité avec le syndicat des employés manuels de la cité de Shawinigan Falls et avec le syndicat professionnel des policiers et pompiers de la cité de Shawinigan Falls, doivent, à compter du premier août 1957 jusqu'au premier janvier 1960 être pour un terme de vingt-neuf mois.

3. Notwithstanding the provisions of section 13 of the act 13 George VI, chapter 26, respecting municipal and school corporations and their employees, the arbitral award imposed on the city and the collective agreement entered into by the city with the syndicate of manual employees of the city of Shawinigan Falls and with the professional syndicate of policemen and firemen of the city of Shawinigan Falls must, from the first of August, 1957 and until the first of January, 1960, be for a term of twenty-nine months.

Appro-
bation.

4. Le défaut d'approbation du règlement numéro 727 par la Commission municipale de Québec, n'entraîne pas la nullité des actes d'achat et de ventes consentis par la cité, aux termes dudit règlement, pourvu que ledit règlement reçoive l'approbation de la Commission municipale de Québec, d'ici le premier juin 1958.

4. The lack of approval of by-law number 727 by the Quebec Municipal Commission, shall not invalidate the deeds of purchase and sale made by the city under the said by-law, provided that the said by-law be approved by the Quebec Municipal Commission by the first of June, 1958.

Fonds
industriel.

5. Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la cité est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cinq cent mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu toutes les approbations requises par la loi pour les

5. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the city is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding five hundred thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received all the approvals

Industrial
fund.

règlements d'emprunt, sauf que la majorité ayant voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas deux cent cinquante mille dollars, pour acquérir, à l'amiable, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de la population. La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la cité au même titre que les immeubles.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente

required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector-proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the city is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed two hundred and fifty thousand dollars, to acquire, by agreement, erect, maintain, sell or lease immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The city is authorized to sell or lease the said immovable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables to the city, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans effected to acquire or erect the said immoveables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The city shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take a security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the city on the same basis as the immoveables.

If the city should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent

Emploi
des sommes
perçues.

Use of
sums
collected.

Acquisition
d'immeubles,
etc.

Acquisition
of immoveables,
etc.

ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la cité pour ses fins municipales.

1908, c. 95, a. 1, remp.

6. L'article 1 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 95, remplacé par l'article 1 de la loi 11 George V, chapitre 120, est de nouveau remplacé par le suivant:

Corporation constituée, etc.

"1. Les habitants et contribuables de la cité de Shawinigan Falls et leurs successeurs formeront à l'avenir une corporation municipale de cité, sous le nom de "La cité de Shawinigan", et la corporation constituée par la présente loi, succède aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de la cité de Shawinigan Falls et la charte de Shawinigan Falls et ses amendements s'appliquent à cette corporation, excepté en autant qu'il est autrement pourvu par la présente loi."

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the city for its municipal purposes.

Borrowing power not affected.

1908, c. 95, s. 1, replaced.

6. Section 1 of the act 8 Edward VII, chapter 95, replaced by section 1 of the act 11 George V, chapter 120, is again replaced by the following:

Incorporation, etc.

"1. The inhabitants and ratepayers of the city of Shawinigan Falls and their successors shall, in future, be a city municipal corporation under the name of "The city of Shawinigan", and the corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, privileges, property, claims and actions of the city of Shawinigan Falls and the charter of Shawinigan Falls and its amendments shall apply to such corporation, except as otherwise provided by this act."

Coming into force.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.